

# RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

## Le mot de la présidente



### *Pendant les vacances, les libéraux travaillent.*

Lorsque nous nous sommes quittés début juillet, nous nous attendions à une rentrée chaude. Le gouvernement et le patronat ne nous ont pas laissés dans l'attente. L'été lui-même a été chaud.

D'abord la privatisation de la Poste a été enclenchée en juillet. Pour le comité national Poste, la lutte continue. En tant qu'élue, j'avais à Paris, demandé que les mairies d'arrondissement puissent être mises à disposition de consultations citoyennes sur ce projet. Je me réjouis que ces consultations aient lieu dans de nombreuses mairies sur le territoire national le 3 octobre.

Pour ce qui concerne le travail du dimanche, c'est fait... même si une écrasante majorité des Français le rejettent.

Ensuite la taxe carbone. Un impôt écologique, ça mérite discussion, un impôt éco-injuste ça se refuse.

Enfin, la rentrée scolaire préparée par le nouveau ministre Luc Chatel ne nous déçoit pas non plus. Il affirme qu'il continuera les réformes préparées par Darcos avec les suppressions d'emplois annoncées et la remise en cause de notre école maternelle.

Et pourtant les luttes n'ont pas cessé. Face aux fermetures d'usines, face aux licenciements, les grèves et les occupations d'entreprises se sont multipliées : Aubade à Saint-Savin (86), Michelin à Montceau-les-Mines (71), Molex à Villemur (31), JLG à Tonneins (47), New Fabris à Châtellerauld (86), Nortel à Châteaufort (78), Altadis à Rouen (76),... et la liste n'est pas exhaustive.

Saluons le courage de ces travailleurs qui se battent pour leur emploi et sont traités avec mépris, comme le montre la décision de justice condamnant les « Conti ».

Du courage, il en faudra à tous les salariés lorsqu'on constate que le chômage a augmenté de 25% cette année, que la précarisation se généralise.

Les partis politiques de gauche ont tenu leurs universités d'été. Il faut reconnaître au plus important d'entre eux qu'il s'interroge sur sa coupure avec le peuple. Saura-t-il y remédier ou s'enfermera-t-il dans des discussions d'appareils – internes et externes – en vue des échéances électorales ? On peut craindre que ce soit la seconde alternative qui se réalise.

Une avancée est cependant à noter : les partis reparlent entre eux sans trop d'ostracisme. Il leur arrive même d'inviter les organisations syndicales ! En 2003, lors de sa création, Résistance Sociale était seule à le faire.

La situation sociale exige aujourd'hui que la gauche soit à la hauteur. Ne rêvons pas, la route sera sans doute longue et 2012 qu'une péripiétie.

Résistance Sociale, à travers les 7èmes Vendémiaires, qui auront lieu cette année le **samedi 17 octobre à Dunkerque**, mettra toute son énergie à faire en sorte que puisse s'établir un véritable échange sur la nécessaire construction d'un projet anticapitaliste.



**Marinette BACHE**

## SOMMAIRE

p1 : Le mot de la présidente

p2 : Solidarité Internationale

p2 : Avez-vous remarqué ?

p3 à 5 Intervention de Michel Jallamion à l'UE MRC du Nord

p5 : Intervention de J.-C. Chailley à la fête de l'Humanité

p6 : Délocalisation : voie sans issue pour les employées d'Aubade

P7 : Privatisation de la Poste

p7 : Coup de Gueule

p8 : 7èmes Vendémiaires

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

## CONGO

Avec fanfare, tambours, chants et soufflets, comme dans un carnaval, un millier d'agents de la SONAS sont sortis sur le boulevard du 30 juin, ce lundi 3 août 2009, pour réclamer le départ de leur comité de direction qu'ils continuent d'accuser de mauvaise gestion. Le président de l'intersyndicale, BAYAMA (Secrétaire Général de la FNTBAIF), a tout d'abord exigé la paie des arriérés de salaires de 5 mois non encore recouverts au taux de janvier. Les syndicats ne veulent surtout pas entendre parler du rabatement de salaires comme le souhaite l'administrateur délégué général (ADG) Herman MBOYO. Ils souhaitent que le comité de direction soit neutralisé afin que l'audit institué par la Ministre du portefeuille ait les coudées franches dans son travail. John MUSA, Secrétaire Général du syndicat RAS déclare : « Nous ne pouvons pas être la boîte à lettres de l'employeur, ses actions téméraires et vexatoires ont énervé les travailleurs, notamment l'arrestation de 9 ses membres par la police ». En raison de la situation à la SONAS, les autorités congolaises ont décidé le 7 août 2009 de suspendre Herman MBOYO. Les syndicats ont ainsi gagné leur bras de fer. (source UNI).

## ÉTATS-UNIS

On nous permettra de saluer le forcing de Barack Obama pour mettre en place une réforme de la santé qui devrait permettre de donner une couverture sociale à des millions d'américains, qui en sont aujourd'hui dépourvus. On notera à ce sujet que le

Président américain se heurte au lobbying des assurances privées aidées par les Républicains qui n'hésitent pas à dénaturer fortement les propositions de réforme et à accuser Obama de « communisme ». Nous développerons dans le prochain bulletin les principaux aspects de cette réforme.

## JAPON

Le Parti démocrate du Japon, soutenu par les syndicats, a remporté une victoire écrasante aux élections législatives (308 sièges sur les 480 que compte la Chambre des députés) mettant ainsi fin à 54 ans de règne du parti libéral-démocrate..

Les syndicats japonais ont maintenant l'occasion de travailler avec le gouvernement sur un programme politique progressiste soucieux du bien-être des travailleurs.

Il s'agit d'un événement historique pour le Japon et UNI félicite ses collègues pour l'énorme travail qu'ils ont fourni dans cette campagne. Les syndicats japonais ont maintenant l'occasion de travailler avec le gouvernement sur un programme politique progressiste soucieux du bien-être des travailleurs.

Rengo, la confédération syndicale japonaise, savoure la victoire des urnes mais est bien consciente que ce succès implique aussi des responsabilités. Elle assure qu'elle sera fortement impliquée dans le nouveau gouvernement et qu'elle «veillera et contribuera à un emploi stable et à une reprise économique durable, qui apportera la paix, le redressement et la sécurité à la société». (source : UNI).

## AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

### Le forfait hospitalier bientôt augmenté ?

*Par Ladislav POLSKI*

Ce projet est évidemment inacceptable, puisqu'il consiste en une nouvelle mise à contribution individuelle des patients pour le financement du système de santé.

Cela serait d'autant plus inadmissible que le gouvernement se vantait, lors du PLFSS 2009, de ne plus mettre davantage à contribution les patients, en préférant taxer les mutuelles au motif que l'augmentation du nombre de patients en ALD (100%) délestait les organismes complémentaires de nombreuses dépenses.

Encore plus inadmissible serait le déremboursement de molécules telles que le paracétamol et l'aspirine.

En effet, la majorité des déremboursements pouvaient jusqu'ici être justifiés par l'insuffisance de leur service médical rendu, et, face aux accents souvent démagogiques de ceux à gauche qui dénonçaient ces déremboursements, l'argument de la raison pouvait nous conduire à soutenir cette démarche. Au contraire, si le paracétamol devait

être déremboursé, c'est un traitement dont l'efficacité et la nécessité ne sont pas à prouver qui serait à la charge des patients.

Par ailleurs, ces mesures annoncées ne portent que sur une hypothétique et insuffisante réduction des dépenses, sans poser la question d'une indispensable diversification des recettes de l'assurance maladie.

# PLACE AU DÉBAT

## Intervention de Michel JALLAMION, porte-parole de Résistance Sociale

A l'Université d'été MRC Nord Pas-de-Calais du samedi 30 août 2009

Si la doctrine Reagan/Thatcher a prospéré dans les années 30 c'est que les pays occidentaux bénéficiaient d'un avantage certain : l'industrialisation datait du XIXème siècle et la production s'automatisait, rendant le travail d'un salarié occidental beaucoup plus rentable, productif, qu'un emploi dans les pays appelés aujourd'hui « pays émergents ». Cette automatisation nécessitait une formation et une spécialisation dispensées dans nos pays.

Cette réalité est depuis lourdement transformée : les pays « émergents », à commencer par la Chine, l'Inde et les pays de l'ancien bloc soviétique, ont rattrapé ou rattrapent leur retard industriel. Par conséquent, la concurrence libre qui favorisait notre production se fait désormais à notre détriment : la concurrence ne pouvant s'exercer que sur les normes sociales. Nos industries profitent donc de cette doctrine, établie institutionnellement via l'OMC, pour se délocaliser et faire payer aux salariés, à prix fort, ce qu'elles produisent au plus faible coût.

Ce mythe a perduré malgré tout jusqu'à la crise d'aujourd'hui grâce à la doctrine de la tertiarisation créée de toutes pièces après la chute du mur de Berlin. Celle-ci tentait de justifier la perduration d'un système de concurrence libre et non faussée aux niveaux européen et international de manière fort simple : nos entreprises partent et nos sociétés se tertiarisent, tant mieux ! C'est le progrès ! Nos sociétés seront demain des sociétés de services, de formation et de recherche.

Cette doctrine antimarxiste, faisant comme s'il était possible de se développer sans création de richesses matérielles, comme si nous ne devions plus créer de richesses pour les échanger contre celles produites désormais ailleurs, apparaît comme une ineptie aujourd'hui. Mais nous étions bien seuls, jusqu'au début des années 2000, lorsque nous la dénoncions.

J'apporterai cependant une nuance au fait que la crise touche moins la France que l'Allemagne car elle serait moins industrialisée. Tout d'abord nos services publics, notre modèle social et notre code du travail atténuent plus qu'en Allemagne les effets de la crise. Cela explique sans doute pourquoi « seulement » 5 % de nos emplois industriels ont disparu. Il s'agit là d'un fait reconnu même par les économistes libéraux.

Ensuite il faudrait y regarder de plus près. Si je prends l'Île-de-France qui est à la pointe de la tertiarisation, le chômage y a en effet moins progressé (10 points de moins) qu'au niveau national. Cependant, si nous prenons le temps d'y regarder de plus près, les CDI y ont régressé de 20 % ! Cela signifie qu'il y a une pression générale sur le salariat et donc un risque de généralisation de la précarisation du salariat. Or on sait que la vie est plus chère dans les secteurs tertiaires et nous pouvons assister à une paupérisation généralisée dans ces zones en les rangeant dans la catégorie des « travailleurs pauvres » mis en lumière par Jacques Cotta.

Enfin, je donnerai un chiffre pour éclairer les propos de Patrick Quinqueton sur le rôle de nos banques : seuls 20 % de leur activité sont consacrés au crédit alors que l'État détient 17 % de

la BNP et 8 % de la Société générale.

La question qui nous est posée ce matin par votre université peut se décliner en 2 interrogations :

- Que peut la gauche face à la crise ?
- Quelles solutions apporter ?

Que peut la gauche face à la crise : RIEN ! Pour trois raisons :

- elle est divisée ;
- elle n'a pas de projet mobilisateur ;
- elle est coupée de sa base électorale.

Elle ne détient pas les rênes du pouvoir et si elle y accède en 2012, la victoire ne pourra donc être qu'une victoire par défaut, pour aboutir à la même politique qui sévit depuis 1983 sans la parenthèse sociale de 1981-82.

Face à cela, deux solutions existent :

- Nous l'acceptons et nous passons à un système à l'américaine ou à l'italienne. Il faut à ce moment là créer une large alliance avec le Modem, tenter de moraliser ce que Martine Aubry a appelé le « libéralisme financier », et tenter de mettre en place, en attendant, des politiques régionales contra cycliques comme l'a très bien explicité Ségolène Royal à La Rochelle.
- Nous le refusons. C'est bien sûr le choix de Résistance sociale et, je le crois, de toutes celles et tous ceux qui se trouvent dans cette salle.

Pour le refuser, nous devons retourner vers nos fondamentaux afin tout d'abord de savoir ce qu'est politiquement la gauche en cessant de la définir institutionnellement.

Pour moi, la gauche doit avoir pour but de trouver une alternative réaliste et majoritaire au capitalisme. En son absence et dans son attente, elle doit regrouper toutes celles et tous ceux qui souhaitent orienter, autant que faire se peut, l'effort national et les richesses de notre pays au profit de ceux qui les produisent : les salariés. Cela devra se faire nécessairement au détriment des détenteurs de capitaux.

Pour cela, la gauche doit renouer avec son histoire qui est intrinsèquement liée à celle du Mouvement ouvrier, à celle de la République et à la synthèse jaurésienne.

La réalité sociale – mais y a-t-il d'autres réalités ? – peut l'y aider :

La crise sociale montre la réalité du capitalisme et obligera à dépasser l'un des plus importants clivages de la gauche moderne : la dialectique entre question nationale et question sociale est en train de s'opérer du NPA au PS. Ségolène le fait, à sa manière, en expliquant qu'il faut que les Français consomment les produits des entreprises que nous sauvons. Les Verts le font, à leur manière, par le localisme. Certes les vocabulaires seront revus mais sur les modalités concrètes des solutions peuvent être trouvées, des concepts se rapprocher.

(suite page 4)

# PLACE AU DÉBAT

(suite de la page 3)

Sarkozy montre la collusion entre les puissances de l'argent et le pouvoir : cela n'a jamais été aussi flagrant depuis Napoléon III.

Les grèves actuelles de résistances, appelées pudiquement « mouvements sociaux » par les libéraux, montrent que les salariés sont désespérément dans l'attente du ressaisissement de la gauche afin de passer à l'offensive.

C'est certainement le point fondamental qui semble échapper à beaucoup d'intellectuels et politiques de gauche : aujourd'hui c'est entre 91 et 93 % des emplois qui sont des emplois salariés. En conséquence les chômeurs sont des salariés privés de leur travail, les retraités d'anciens salariés, les étudiants et lycéens de futurs salariés. Ainsi, une des questions fondamentales qui obséda la gauche depuis les années 1970 est réglée : il n'y a plus à tergiverser sur quel front de classe créer mais bien à s'appuyer sur 90 % de notre population. La réduction de l'écart des salaires et leur précarisation généralisée facilitent, si seulement nous voulons bien nous en donner la peine, des intérêts communs. Je me permets de vous renvoyer à l'excellent livre de Gérard Filoche « Salariés, si vous saviez... » qui constitue un véritable nouveau Manifeste pour l'ensemble de la Gauche et qui est passé trop inaperçu.

Bref, il nous faut créer l'Histoire du Mouvement des Salariés. En est-on capable ? Je ne sais pas. Est-il possible de le faire d'ici 2012 ? Je crains que non. Mais ce que je sais, en revanche, c'est que cela vaut le coup. Cela vaut le coup de militer pour cela, cela vaut le coup de s'investir corps et âme dans cette bataille.

De plus, tout n'est pas noir. Il y a 6 ans, lorsque nous avons créé Résistance sociale, nous étions une des très rares organisations, pour ne pas dire la seule, à faire et à pouvoir faire dialoguer et se rencontrer l'ensemble des forces de progrès syndicales, politiques et associatives. Depuis que de chemin parcouru ! Désormais de telles réunions sont courantes et ont lieu à l'initiative de multiples organisations. Les syndicalistes et les politiques se retrouvent régulièrement au sein de collectifs et de comités. Je pense bien sûr à la Convergence nationale pour la défense et le développement des services publics. Je pense bien sûr au comité Poste.

Mais cela n'est pas fait globalement, ce qui est une des conditions de la refondation de la gauche. Alors pour reprendre la formulation de Claude Nicolet et accessoirement celle de Lénine : « Que faire » ?

Tout d'abord trouver des points de convergences :

- sur les services publics ; le travail de la convergence nationale devrait se suffire à lui-même.

- sur la politique industrielle face à la globalisation financière : pour cela il faut insister sur le fait que défendre notre niveau de couverture sociale et notre code du travail par une taxe sociale et écologique d'importation permettra de lutter contre le dumping social international. Cela revient à lutter pour que, du fait de leurs conditions de travail, les salariés de Chine, d'Inde de Tunisie, etc. ne soient pas également soumis à un chantage de délocalisation et qu'ils puissent donc lutter pour acquérir des droits nouveaux, avoir des salaires décents et lutter contre l'exploitation des enfants. Bref, il faut que l'ensemble de la gauche renoue avec l'internationalisme, ce qui n'est pas contraire à la défense des salariés dans notre espace national. C'est, je crois, l'interprétation

à avoir de la célèbre formule de Jaurès : « Un peu d'internationalisme éloigne de la Patrie mais beaucoup y ramène ».

- sur le rôle de l'État, en réinstaurant le primat du politique, qui doit être l'imposition de choix décidés par la majorité, sur l'économique, par exemple en interdisant les licenciements boursiers.

Nous devons réinventer un langage commun à la gauche. Nous nous heurtons souvent à cause du vocabulaire et non à cause des concepts. Le plus flagrant étant le protectionnisme : si nous revenons au concept qui est de protéger notre niveau de vie sans porter atteinte à celui des autres, un vocabulaire nouveau doit être créé car beaucoup de formations récusent ce terme en l'assimilant à du nationalisme alors qu'elles portent des concepts identiques. De plus, chaque tournant historique et marquant à gauche a vu la naissance d'un vocabulaire nouveau, que ce soit en 1789, 1793, 1936, 1944, ou 1981. J'insiste à nouveau sur la taxe sociale et écologique d'importation car c'est une grande idée qu'a portée votre parti dans les années 90 à l'initiative de Jean-Yves Autexier. Conception totalement compatible avec l'aspiration internationaliste de la Gauche.

Nous devons dépasser le problème européen qui peut l'être. Et d'ailleurs, il l'est : à La Rochelle, ni Martine ni Ségolène n'ont prononcé une seule fois le mot « Europe » dans leur discours d'ouverture. Même à droite, Sarkozy vient de dire que l'on donne plus d'argent que ce qu'elle nous rapporte ! Ce qui est une drôle de conception pour celui qui a trahi la souveraineté populaire en tentant d'imposer une constitution ultra-libérale.

Nous devons donc définir ensemble un projet politique autour de grands axes à appliquer ICI et MAINTENANT. La compatibilité des normes européennes ne se pose pas pour deux raisons :

Les directives de déréglementation n'existent que parce qu'elles sont signées, voire initiées, au niveau européen par nos dirigeants avant qu'ils poussent des cris d'orfraie lorsqu'il s'agit de les appliquer comme s'il s'agissait d'une décision extérieure.

Certains disent, et nous y avons contribué, que les leviers de décisions ont été confisqués au peuple et éloignés d'eux en les plaçant au niveau européen ou au niveau de l'OMC. Il s'agit là d'une conception institutionnaliste du monde. Les peuples sont souverains. Dire cela c'est constater un fait. Dire qu'ils le sont juridiquement cela revient à transcrire les faits en droit. Le nier institutionnellement a toujours entraîné au gré des circonstances soit de très belles choses comme la Révolution française, la Révolution chilienne, la Révolution russe, plus récemment la révolution vénézuélienne ou des choses terribles comme la révolution iranienne ou la prise de pouvoir des nazis. Bref, la situation géopolitique de la France et le rapport de force entre notre peuple et le reste du monde libéral me semble moins désespéré aujourd'hui que ce qu'elle ne l'a été en 1789 et bien moins que celle du peuple vénézuélien. Ces deux exemples montrent qu'il faut croire à la technique de la tâche d'huile : tous les signes donnés montrent que les peuples d'Europe n'en peuvent plus du diktat du marché et de leur sacrifice au profit des détenteurs de capitaux et des spéculateurs.

(suite page 5)

# PLACE AU DÉBAT

(suite de la page 4)

Rien n'arrête un peuple en marche et je pense sincèrement, en dehors de toute démagogie, que si un mouvement d'ampleur, s'appuyant sur le salariat, réussit à se créer en France, la situation géopolitique de notre pays permettra soit d'imposer nos vues à la construction européenne - elle devra tolérer en son sein

l'existence de politiques économiques et industrielles fortes des états et être protectrice socialement - soit de ne pas appliquer les décisions de la CJCE et les directives libérales précédemment adoptées au besoin en modifiant notre Constitution par référendum (Constitution qui n'est plus à une modification près).

## LES OUTILS DE LA CASSE

*Intervention de Jean-Claude Chailley à la fête de l'Humanité :*

*Table ronde « Hôpital : restructurations, restrictions budgétaires, loi Bachelot » du 12 septembre 2009*

Il y a bien sûr les outils de mise en œuvre comme l'enveloppe fermée, la T2A, la loi Bachelot, ...mais l'outil principal de la casse de l'hôpital public, de la Sécurité Sociale, du secteur médico-social, **C'est la volonté politique de les casser.**

On ne peut pas ne pas faire **le lien avec l'ensemble des politiques publiques.** Dans la foulée de la loi Bachelot, La Poste doit être libéralisée et privatisée sous procédure d'urgence avant la fin de l'année. Les suppressions de postes d'enseignants s'accumulent, la RGPP, révision générale des politiques publiques sévit partout.

Lorsque Sarkozy déclare dans son discours sur l'hôpital « les partenariats public-privé doivent devenir la règle » c'est un choix politique de casse de l'hôpital public, d'une autre conception de la Sécurité Sociale

**Le dénigrement du secteur public** est une arme. J'ai dû accompagner mon père aux urgences d'une clinique privée intégrée à la Générale de santé. La FHP - Fédération hospitalière privée - avait affiché : « ici nous soignons aussi la Sécurité Sociale. Les cliniques privées c'est un patient sur 2, mais seulement 1/3 des dépenses hospitalières »

En attendant aux urgences quelqu'un s'est énervé à cause de la durée d'attente. On lui a répondu : « nous avons un cas lourd à traiter ça prend du temps ». Puis quelque temps plus tard : « on a trouvé un hôpital pour le patient ; l'ambulance arrive » Et le cas lourd a été transféré ailleurs. Je ne suis pas spécialiste de la nomenclature T2A. Mais il doit s'agir d'une répartition rentable car si l'hôpital public est en déficit, la Générale de santé dégage des bénéfices. D'ailleurs cette clinique vient d'investir dans un bâtiment IRM flambant neuf certainement très rentable.

On peut aussi lire dans le hall : « avec la Générale de santé, nous pratiquons une politique de partenariat public-privé », « Nous participons au maillage territorial ». On reconnaît l'essence de la loi Bachelot, des ARS, chaudement soutenue par les cliniques privées, même si la loi Bachelot a été largement anticipée depuis des années (100 000 fermetures de lits depuis 1992)

Nous soutenons une **exigence de haute qualité des services publics pour tous les patients.** C'est en privant les services publics de moyens qu'on prépare la privatisation. Aux USA une lettre met 15 jours pour parvenir à son destinataire si on ne passe pas par Fedex ou UPS. Il doit être difficile de mobiliser la population.

Il y a aussi les bienfaits supposés de la **concurrence.** Curieusement, elle est mise en avant tant que la dynamique va vers un accroissement de la part du privé. Mais, aux USA, lorsque timidement Obama avance qu'un secteur public pourrait compléter les réseaux de soins privés, c'est un hurlement de ces secteurs. Le privé ne veut pas de concurrence du public, même pour les

malades incapables de payer les primes d'assurance. Or il s'agit des mêmes multinationales en France ou aux USA

**Le financement, le « trou » de la Sécu, est un des outils principaux.** Pour tout service public, il y a une dimension financement. Mais dans le contexte politique français le trou est avant tout un moyen d'imposer les réformes libérales en les présentant comme incontournables.

**Par exemple les exonérations de cotisations sociales, la loi TEPA (bouclier fiscal, heures sup), ...sont bien un choix politique.** C'est un choix de baisse du coût du travail dans le but d'être compétitif sur les marchés mondiaux

Lorsqu'on nous dit qu'on ne peut pas **augmenter les prélèvements obligatoires**, qu'il faut souscrire à des assurances complémentaires, c'est aussi un choix politique. Il n'y a aucune économie bien au contraire à souscrire une assurance privée au lieu de cotiser à la Sécurité Sociale. L'argument des prélèvements obligatoires est uniquement une volonté de remise en cause de la Sécurité Sociale, de ce qui est public et solidaire, sous l'argument d'autorité d'un vocabulaire économique parfaitement inepte.

Dans les outils, il y a aussi la **dimension européenne.** Partout la protection sociale est remise en cause. Il s'agit de l'achèvement du marché intérieur couvrant les 27 pays de l'UE, de la concurrence dite libre et non faussée. La directive services, dite Bolkestein, est en cours de transposition partout en Europe.

La santé est incluse dans les critères du **Pacte de stabilité** Ce serait une erreur de croire qu'en raison de la crise il est oublié. Au contraire tous les derniers Conseils européens ont rappelé la nécessité d'y revenir dans les meilleurs délais. L'augmentation du forfait hospitalier, les remboursements et autres mesures qui menacent dans le cadre du PLFSS, la réforme des retraites annoncée pour 2010 entrent dans la nécessité d'équilibrer les budgets

**Nous sommes bien face à un choix de société,** choix du maintien ou de la remise en cause de notre modèle social, choix entre réduire ou augmenter les inégalités

C'est pourquoi la Convergence de Défense et Développement des Services Publics, avec nos camarades des autres collectifs, Coordination, franchises, Nuit sécuritaire, défendons et défendrons de toutes nos forces l'hôpital public, la Sécurité sociale et toutes ses branches, le médico-social. La loi Bachelot est passée car pour l'essentiel la mobilisation est restée à l'intérieur du secteur santé. Pour des enjeux de cette importance, concernant tout le monde, pour l'emporter il faudra élargir à l'ensemble des partis, élus, syndicats, usagers.

# ACTUALITÉ SOCIALE

## Délocalisation : voie sans issue pour les employées d' « Aubade »

Par Marcelle REMERAND, correspondante de Réso dans la Vienne

La Nouvelle République du 26 juillet dernier signalait la suspension temporaire des 104 licenciements d'employé(e)s de l'entreprise Aubade installée depuis un demi-siècle à Saint-Savin, suite à une décision du tribunal de grande instance de Poitiers, tant que le rapport d'expertise demandé dans le cadre du droit d'alerte ne sera pas remis et discute. Mais les employés d'Aubade, les élus, les syndicalistes, la majeure partie des citoyens de la Vienne du sud savent qu'il faut toujours rester mobilisé car aux yeux de décideurs financiers, surseoir aux licenciements par décision juridique signifie reculer pour mieux sauter.

Toutes les illusions sont tombées : les 104 dernier(e)s salarié(e)s que le groupe boursier Calida avait soi-disant épargnés après la première charrette de 180 employés mis à pied par lui en 2006 à la Trimouille et Saint-Savin ne devaient ce maintien au travail qu'à leur propre résistance efficacement soutenue par des syndicats !

Les employées d'Aubade, ce sont des « petites mains » expertes au savoir-faire pointu, affiné « sur le tas ». Certaines, avec des formations qualifiantes sont devenues, en 20, voire 35 ans de carrière, modélistes, puis monitrices de plus jeunes recrues; celles « de la production », avaient acquis, depuis plus (ou moins) une décennie, une dextérité et un maniement, à des cadences records bien souvent, des machines de haute précision (des « Gerber » de dernière série) réalisant des sous-vêtements à l'impeccable finition. Des employées « d'expédition » aussi et des auxiliaires de gestion, salariées des bureaux, standardistes, etc... Toutes, munies d'une spécificité professionnelle manuellement et mentalement intégrée, sont dépouillées par ces licenciements de leur savoir-faire spécifique, dont elles ont fait preuve depuis des décennies !

A l'âge de 35, 40, 50, 55 ans, quelles reconversions professionnelles possibles pour elles? Et les « jeunes » qui avaient cru trouver à « l'atelier » l'emploi stable si rare ailleurs en ces confins du Poitou et du Berry, vers quelle formation offrant des débouchés peuvent-elles s'orienter ? Le « pôle emploi » sera bientôt pour elles(eux) simple pourvoyeur d'adresses d'intérim, puisque le Plan social mis en place en 2007 ne les concerne plus : sa « cellule de reclassement » - quelle que soient la compétence dévouée de ses agents conseillers - aboutit à un piètre résultat : sur 208 personnes condamnées au chômage par « Aubade » depuis 2 ans, une trentaine seulement (à peine plus de 10%) ont retrouvé, à ce jour, un travail durable et à temps plein ! C'est « la galère » pour toutes (tous) les autres, indéfiniment prolongée, la « crise » n'y ajoutant qu'une complète incertitude de durée, mais n'en étant point la cause !

Tout ce gâchis, brisant espoirs et avenir possibles, n'a qu'une origine : les délocalisations ! Tel est l'effet du libéralisme à tout va - système incontrôlable de menées financières, d'après profiteurs, écrasant les salarié(e)s, les dépouillant de leur moyen d'existence : le travail justement rémunéré, voire gratifiant professionnellement ...

Comment, alors, ne pas prendre en compte la question qui hante ces employé(e)s : « à quoi bon le plan social, s'il ne sert qu'à « reclasser » 10% des licencié(e)s, les 90% autres condamné(e)s au chômage s'épuisant à chercher un emploi introuvable ? » .

Certaines en viennent (cf. « La Nouvelle République » du 27/07/09) à désespérer de trouver une issue à leur galère : « ...Bah, maintenant,

on veut de l'argent pour élever nos enfants et rembourser notre maison ! » Ce cri de détresse résignée à recevoir « la prime enflée », au lieu d'une « reprise » improbable des ateliers de « fine couture » est-il la seule attente d'avenir des employé(e)s?

Car, vigilants actuellement, ils ne toléreront pas que les machines « GERBER » disparaissent de Saint-Savin pour être vendues comme naguère au moment de la disparition d' « Aubade » de La Trimouille ! Ils le disent et ils montent la garde ! Mais dans l'échelle des méfaits de ce libéralisme intolérable, on aurait tort d'incriminer « ce pelé, ce galeux » plan social, lequel n'est guère responsable du désastre...qu'il a épongé tant bien que mal, avec ténacité !

Ce déni du droit au travail, ce déni des droits sociaux, ce déni d'humanité, en fin de compte, c'est le système libéral établi, celui des Groupes financiers, privilégiant les privilégiés, actionnaires avides de montée des taux d'intérêts ( jusqu'à 15%, et plus sans doute ? ) au grand bénéfice d'une clique de prédateurs... Cette cause première produit partout les mêmes effets, même si, en zone rurale de France profonde, les conséquences sont humainement plus insupportables encore : quelle régression, porte ouverte à un retour au machisme ! pour des Femmes « qualifiées » à partir d'apprentissage et d'exercice continu de « leur » métier, unique, d'assembleuses de fins tissus, actuellement ramenées au domaine de leur salarié agricole de compagnon ou mari, dans des campagnes distantes de 2 à 10 kms du bourg Saint-Savinois où elles travaillaient !

Et quelle est la responsabilité de ceux qui, après des tractations dans l'omerta des secrets bancaires depuis 2006, ont vendu cette base de la « haute couture parisienne » au Groupe financier en phase avec les Banques suisses, qui délocalise dès son entrée en force, effectuant son juteux dumping social en Tunisie, sur le dos des Tunisiennes pour faire bon poids avec les Françaises ! Ces Tunisiennes employées par « Aubade » sous finances « Calida » travaillent pour produire des doublons de modèles créés par « Aubade » !-leurs 8 heures/jour à raison de 6 jours sur 7, pour 9 euros./jour en 2007, à peine plus en 2009... parvenant, dans les meilleurs cas, à 350 ou 400 euros/mois !

Les « doublons » se vendent bien... et l'on sait bien à qui profite l'exploitation des femmes au travail ! Bien sûr, les délocalisations ne sont qu'un des ressorts du système libéral, inaccessible aux raisons humaines et sociales, ni - même économiques!

Dans nos régions de l'Ouest, le cas d' « Aubade » rural n'est qu'un sinistre exemple-type...Mais l'on voit les ressorts ultra-libéraux des retraites et pré-retraites pour suppressions d'emplois, opérer chez MICHELIN à Joué-lès-Tours, à très grande échelle, en milieu urbain, au bénéfice d'un pôle financier qui, de notoriété publique, n'a cessé d'augmenter ses plus-values, jusqu'à ces derniers temps ! La liste serait sans fin de ces monstres « prestigieux » de l'exploitation d'humains, chassés - ou malmenés - du travail par le système de la spéculation libérale, ce travail (gratifiant pour une saine économie,) englouti par les goinfres de la finance ! Mais les libéraux profiteurs s'en moquent sans vergogne..... -

# PRIVATISATION DE LA POSTE



**LE 3 OCTOBRE, DITES NON A LA  
PRIVATISATION  
EN PARTICIPANT  
A LA VOTATION CITOYENNE !!!**

Le 3 octobre ou, plus exactement, du 27 septembre au 3 octobre, des centaines de villes vont organiser une consultation citoyenne pour dire « non » à la privatisation de la Poste. **Résistance Sociale, membre du comité national contre la privatisation, pour un débat public et pour un référendum, au même titre qu'une cinquantaine d'autres organisations, partis politiques de gauche, syndicats et associations, soutient bien sûr cette initiative.**

Alors que la Poste subit les effets de la crise, que des milliers d'emplois de CDD et même de CDI sont menacés dans les centres de tri, que les bureaux de poste ferment par centaines et sont au mieux remplacés par des agences postales communales ou des relais poste qui n'assurent pas les mêmes services qu'un bureau de poste de plein exercice. Alors que partout en Europe et dans le monde les sociétés privées de distribution de courrier ou de colis subissent des pertes colossales et licencient par milliers, le gouvernement, insensible aux nombreuses voix qui s'élèvent pour dénoncer ce projet, et au refus quasi-unanime des organisations syndicales, a choisi de passer en force et de soumettre au Sénat puis à l'Assemblée Nationale ce projet de loi qui prévoit de transformer la Poste en société anonyme dès le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et de mettre fin au monopole sur le courrier dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Officiellement, bien sûr, il n'est question que de transférer à des actionnaires publics et au personnel une partie du capital de La Poste actuellement détenu à 100% par l'Etat. En réalité, chacun sait bien que ce n'est qu'une première étape et que comme pour France Télécom les actionnaires publics n'attendront pas longtemps avant de vendre tout ou partie de leurs actions à des actionnaires privés, qui exigeront une rentabilité toujours plus élevée, même si ça implique en contrepartie de nouvelles fermetures de bureaux et des suppressions d'emplois.

**Le 3 octobre, ne restez pas indifférent. Votez contre la privatisation !!!**

## COUP DE GUEULE

**« Selon que vous serez puissant ou misérable ... »**

*Par Aure ANDRE*

Vous connaissez la suite. Comme cette sentence illustre bien la condamnation des « Conti » par le tribunal de Compiègne !

« C'est un bel exemple de matraquage de l'Etat qui veut empêcher la classe ouvrière de s'exprimer » a souligné X. Mathieu, le délégué syndical CGT.

Oui, c'est honteux, c'est dégueulasse, c'est écoeurant. Oui, comme beaucoup, j'ai envie de hurler et de vomir devant l'expression de cette justice de classe, devant ces condamnations pour l'exemple comme on croyait ne plus en voir...

Et, quand on connaît le crime des « Conti » - destruction d'un ordinateur, d'une machine à café et sans doute de quelques autres bricoles - peut-on comparer avec ceux qui

détruisent des milliers de vie en fermant des entreprises pour obtenir de meilleurs revenus boursiers ?

Le fric a retrouvé son arrogance du 19<sup>ème</sup> siècle. La gauche est impuissante. Elle est même à ressusciter. Et cette impuissance fait rage et engendre des actions radicales. Comment s'en étonner ?

Pendant ce temps là, Madame Parisot veut nous faire pleurer sur les difficultés des patrons de PME et demande que les entreprises soient remboursées de la future « taxe carbone ».

Ben voyons ! Selon que vous serez puissants ou misérables...

Elles auront lieu le

**SAMEDI 17 OCTOBRE 2009**

**De 9h00 à 18h00**

**Maison de quartier du Méridien**

**Rue de Cambrai**

**59240 Dunkerque – Malo-les-Bains**

Sur le thème

**« Comment articuler résistance sociale  
et alternative au capitalisme ? »**

*Déroulement de la journée :*

**Matinée : 1<sup>ère</sup> table ronde :** « Fermetures d'entreprises, délocalisations sauvages, atteintes au Code du travail, privatisations, radicalisation des luttes, désespérance sociale, ... Comment l'idéologie libérale peut-elle rester aux commandes ? »

**Déjeuner**

**Après-midi : 2<sup>ème</sup> table ronde :** « Foisonnement de clubs de réflexion, multiplication des collectifs, luttes unitaires, débats et combats communs, ... Comment créer les conditions de la résistance sociale et de l'alternative politique ? »

Intervenants pressentis lors de la première table ronde : Rémi Aufrère, CFTD cheminots ; Gérard Filoche PS ; Didier Rossi Fo-com ; Patrice Siard R&S ; Jean-Marie Alexandre MRC ; Jacques Généreux PG ; Françoise Ney collectif de défense des hôpitaux ; Liem Hoang Ngoc député européen, Ivan Renard sénateur PCF, un(e) représentant(e) du PRG et des Verts.

Intervenants pressentis lors de la deuxième table ronde : Anicet Le Pors ancien ministre ; Patrice Bessac porte-parole du PCF ; Marc Dolez député PG ; Bernard Cassen Le Monde Diplomatique ; Pierre Laroutourou PS ; Annick Coupé Solidaires ; Patrick Hallinger UGFF-CGT ; Claude Nicolet MRC.

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,  
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de  
RESO, association loi 1901

**Siège social :**  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : ..... E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)